

Francken donne une conférence sur le Pacte

Apéro. Alors que le gouvernement cherchait toujours une solution à la crise sur le Pacte migratoire, le secrétaire d'État à l'Asile, Theo Francken (N-VA), a annoncé vendredi sur Twitter qu'il tiendra une conférence publique consacrée au Pacte de l'Onu sur la migration dimanche à 9 heures "Qu'en est-il aujourd'hui du Pacte de la migration ? Et du gouvernement ? Pourquoi est-ce si important pour nous ? Toutes les questions, toutes les réponses, de première main." La conférence aura lieu à Lubbeek, commune du secrétaire d'État, et est ouverte à tous. L'entrée est gratuite et un apéritif est offert, précise le secrétaire d'État. Sur Facebook, M. Francken a déjà expliqué les raisons de l'opposition de son parti au Pacte. "Un pacte migratoire ne peut pas lier la Belgique", a-t-il souligné. "Je me battrais contre cela jusqu'à la dernière seconde." (Belga)

■ Charles Michel va tenter de trouver un accord au sein du gouvernement sur le Pacte sur les migrations.

■ Les nationalistes flamands restent cependant très crispés.

■ CD&V et VLD essaient de récupérer les électeurs modérés de la N-VA.

La "suédoise" vit peut-être ses dernières heures ce week-end

C'est le week-end de vérité et je ne vois pas une issue favorable pour la majorité, confie un libéral de haut rang. Les termes de la discussion sont clairs: jeudi, la Chambre a invité Charles Michel à se rendre à Marrakech au nom du gouvernement belge. Et, au sein de ce gouvernement, la N-VA n'est pas d'accord. Mais Charles Michel ira au sommet de l'Onu quoi qu'il arrive. Il s'envole dimanche soir. Après, ce sera à chacun de clarifier ses positions et d'en tirer les conséquences. Autrement dit, pour le MR, la balle est plus que jamais dans le camp des nationalistes flamands.

"Un ministre, ça ferme sa gueule. Et si ça veut l'ouvrir, ça démissionne", disait Jean-Pierre Chevènement et les libéraux francophones s'attendent à ce que les ministres N-VA s'appliquent cette règle à eux-mêmes. Soit ils rentrent dans le rang, soit ils prennent la responsabilité de quitter l'exécutif. Pour rappel, le parti de Bart De Wever mène une fronde depuis un mois contre le Pacte de

l'Onu sur les migrations, jugé trop laxiste par les nationalistes flamands. À plusieurs reprises, ils ont annoncé qu'ils claqueraient la porte si Charles Michel se rendait à Marrakech pour engager la Belgique sans leur aval.

Le dernier kern ?

Par conséquent, la "suédoise" ne survivra peut-être pas à ce week-end. Pourtant, un mince espoir existe encore pour ceux qui souhaiteraient que le gouvernement Michel achève la législature. Dans les prochaines heures, un "kern" et un conseil des ministres de la dernière chance devraient être organisés par le Premier ministre afin de tenter de trouver un accord au sein de l'exécutif à l'égard du Pacte. La N-VA souhaite que, lors de ces deux réunions, le gouvernement constate officiellement l'absence de consensus en son sein. Et Jan Jambon, le vice-

Premier ministre N-VA, a demandé que Charles Michel fasse connaître lors de son déplacement à Marrakech

cette absence de consensus au sein de son équipe ministérielle. "S'il est présent et qu'il se tait, c'est une approbation tacite; il doit dire quelque chose", a-t-il averti.

Vendredi après-midi et en soirée, le Premier ministre a rencontré les poids lourds de sa majorité pour tenter, en réunions bilatérales, de rapprocher les positions. Plusieurs solutions existent et Charles Michel ne désespère pas de faire admettre à ses alliés nationalistes flamands qu'elles pourraient être une porte de sortie de crise honorable pour chacun. Il est encore trop tôt pour affirmer qu'un accord est en vue ou même possible. "La survie du gouvernement est suspendue à l'attitude de la N-VA, juge une source fédérale bien informée. Mais toutes les parties négocient toujours et semblent vraiment vouloir résoudre ce blocage qui est bien réel. On aura connu d'autres moments de tension durant cette législature et ils avaient été apaisés.

Ce sera peut-être le cas ici aussi, je reste philosophe."

Dramatisation classique ?

Toutefois, les nationalistes flamands semblent encore fort crispés. Plus isolés que jamais sur la question du Pacte de l'Onu, ils ont notamment été bousculés par la violence des attaques du CD&V et de l'Open VLD lors des débats de jeudi à la Chambre et ont décidé de leur rendre les coups reçus. Ce climat délétère entre les formations politiques flamandes n'est pas de nature à calmer les esprits. Pourtant, on ne peut exclure que ces tensions ne soient que l'une de ces phases de dramatisation politique qui précèdent les accords. Si c'était le cas, la "suédoise" aura en tout cas vécu à l'égard du Pacte onusien la pire crise de la législature...

Frédéric Chardon

La N-VA, affaiblie, est la proie du CD&V et de l'Open VLD

Open VLD et CD&V s'engouffrent dans la brèche. Jeudi, à la Chambre, les deux partis ont attaqué durement la N-VA, leur partenaire de majorité, sur son refus d'adopter le Pacte migratoire des Nations unies. Pour eux, il est évidemment plus commode d'affronter la bête nationaliste lorsqu'elle est blessée plutôt qu'en pleine forme.

La N-VA est dans une mauvaise passe. Non seulement, elle a obtenu des résultats médiocres au scrutin communal du 14 octobre, mais en plus, elle est complètement isolée sur la question du Pacte. Et, mardi, lorsqu'elle a publié sur Internet une campagne choc, aux accents extrémistes, contre le texte onusien, libéraux et chrétiens démocrates flamands y ont vu l'opportunité d'enfoncer leur adversaire commun sur l'échiquier politique nordiste.

MR et N-VA, même combat

"En début de semaine, j'ai l'impression que le conflit opposait surtout le MR et la N-VA car le Pacte est devenu un dossier symbolique. Pour la N-VA, il s'agit d'affirmer sa fermeté sur les enjeux migratoires. Et pour le Premier ministre Charles Michel (MR), d'affirmer son leadership, prouver qu'il n'est pas la marionnette de la N-VA", décrypte Dave Sinardet, politologue à la VUB.

"Mais entre-temps, une autre lecture des divergences au sein de la majorité est apparue. D'un côté, il y a le CD&V et l'Open VLD, et de l'autre, le MR et la N-VA qui ont le même intérêt à ne pas faire tomber le gouvernement." Alors que mardi soir, lors d'une brève déclaration

à la presse, Charles Michel poussait les nationalistes dans les cordes en annonçant qu'il irait au sommet de Marrakech pour défendre le Pacte, "jeudi, à la Chambre, il est revenu dans son rôle habituel de conciliateur entre les trois partis flamands, dans le but d'éviter la chute du gouvernement. Charles Michel joue à l'équilibriste entre la défense de son leadership et la défense de son gouvernement".

La domination du profil Francken

A contrario, pour l'Open VLD et le CD&V, *"la chute de l'exécutif ne serait pas un grand drame – même si je ne dis pas que c'est ce qu'ils souhaitent",* poursuit M. Sinardet. *"Les deux formations*

pensent sans doute que la N-VA est le parti qui a le plus à perdre d'une telle situation car il serait sanctionné par son électoral de centre-droit qui recherche la stabilité avec des réformes socio-économiques. Si la N-VA fait tomber le gouvernement sur le Pacte migratoire et donne de plus en plus l'impression d'être un Vlaams Belang light, le CD&V et l'Open VLD peuvent reprendre leur position au centre-droit de l'échiquier politique."

Les postures radicales de la N-VA pourraient en effet faire fuir ses électeurs modérés sur les questions identitaires et migratoires. *"La N-VA fait le balancier depuis plusieurs années entre son profil socio-économique et son profil anti-establishment, très engagé sur le débat migratoire et identitaire. C'est un peu ce que l'on retrouve au gouvernement entre un Jan Jambon et un Theo Francken."*

Selon le politologue anversois, *"la N-VA a plutôt bien réussi à combiner ces deux profils. Mais, depuis les élections du 14 octobre, c'est la N-VA incarnée par Theo Francken qui prend le dessus. Et le CD&V et l'Open VLD essayent de les pousser dans cette case. Il y a eu un momentum, mardi, avec la diffusion de la campagne choc contre le Pacte. Mais le souffle est un peu retombé et je crois que cela a généré de la frustration au CD&V et au VLD. Frustration qu'ils ont aussi contre Charles Michel"* après son intervention de jeudi à la Chambre.

Une chute inévitable

Dave Sinardet ne voit pas d'alternative à la chute du gouvernement tant la situation semble paralysée. *"On est dans l'acharnement thérapeutique. La Belgique peut presque revendiquer le record du monde du jeu du valet noir",* qui consiste à faire porter la responsabilité de la crise politique – et, le cas échéant, de la chute du gouvernement – à l'adversaire. *"Même si on trouve une astuce pour que Charles Michel aille à Marrakech, j'ai l'impression qu'à un moment, le gouvernement finira par tomber".*

Antoine Clevers

Les coulisses d'un bras de fer

Récit Francis Van de Woestyne

New York, nous sommes le jeudi 27 septembre. Soleil éclatant, 23 degrés. Les délégations des 193 pays gagnent la haute tour de l'Onu. Les chefs de gouvernement se succèdent à la tribune. L'heure de gloire pour certains d'entre eux. Dans les coulisses, les rencontres s'organisent. On se croise, on se serre la main, on s'embrasse : Charles Michel tombe dans les bras d'Emmanuel Macron. Pas de gilet jaune à l'horizon, tout baigne. Le Premier ministre, Charles Michel, costume bleu, chemise blanche, cravate sobre, monte à la tribune, plaide pour un ordre mondial multilatéral : l'exact contre-pied du président américain Donald Trump. Il annonce aussi que la Belgique approuvera le Pacte mondial sur les migrations. La salle est à moitié vide : les délégations présentes applaudissent. À Bruxelles, le discours ne provoque pas la moindre réaction. À ce moment, Charles Michel ne doute pas une seconde de l'onde de choc que ce passage de son discours va susciter deux mois plus tard.

Normal : ce Pacte est approuvé par 27 des 28 pays européens, seule la Hongrie s'y oppose. En Belgique, il a été discuté depuis deux ans à tous les étages. Jean-Luc Bodson, ambassadeur chargé de ce Pacte, l'a fait progresser dans tous les cénacles ad hoc. Il a reçu l'accord de toutes les entités fédérées, y compris de la Flandre, dirigée par Geert Bourgeois (N-VA). La Belgique a émis des remarques, notamment sur le regroupement familial. Elles ont été rencontrées. Le 3 octobre, un document des Affaires étrangères, adressé à "tous les postes", indique que la "Belgique soutient et approuvera le GCM (*Global Compact Migration*)". La note précise : "L'essentiel de nos priorités s'y retrouve, le texte ne va pas au-delà des lignes rouges belges." Le pacte "ne sera pas contraignant", il s'agit d'un "cadre de référence", destiné à "créer une atmosphère encourageant le multilatéralisme et la collaboration internationale en matière de migration".

Allô Charles ?

Mais ce Pacte commence à susciter des remous. En Autriche, le chancelier Kurz annonce, sous la pression du FPÖ, son partenaire d'extrême droite, qu'il ne le signera pas. L'Italie, où la Ligue est au pouvoir, se désolidarise, bientôt suivie par la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie et la Bulgarie. L'onde arrive aux oreilles de Theo Francken. Le 31 octobre, lors d'une conversation banale avec Charles Michel, Francken, juste avant de raccrocher, lui glisse, en substance : tu as vu la réaction de Kurz ? Non, il n'avait pas vu. Charles Michel prend acte et raccroche.

Il faut dire que l'ami Theo est nerveux. Certaines sources affirment qu'il aurait voulu devenir ministre lorsque Steven Vandeput, ministre N-VA de la Défense, a quitté son poste pour devenir bourgmestre de Hasselt. Mais le parti lui a préféré Sander Loones, très proche de Bart De Wever. Coup dur pour Francken. "Non, cet élément n'a pas joué", certifient d'autres sources. N'empêche, on le dit bougon. En fait, toute la N-VA est à cran car les élections communales, malgré la victoire de Bart De Wever à Anvers, ont été très mauvaises pour les nationalistes. L'analyse des résultats est claire : ce que la N-VA a perdu, c'est le Belang qui l'a gagné. Pour Francken, pas de doute, c'est le dossier migratoire qui fait la différence. Francken bat le rappel des cadres du parti dont il emporte l'adhésion. Quelques jours plus tard, il rappelle Charles Michel pour lui dire que la N-VA a un problème sérieux avec ce Pacte : "Il faut qu'on en parle."

Le Premier ministre entrevoit d'emblée la solution : accompagner le Pacte d'une déclaration interprétative, comme l'ont fait le Danemark, les Pays-Bas et d'autres. Refus net de la N-VA. Curieux. Les libéraux décident de ne pas céder. Charles Michel s'est engagé à signer ce Pacte à titre personnel et au nom de la Belgique. Cette fois, le MR ne reculera pas. Le 17 novembre, Richard Miller est chargé de porter ce message avec force. Pascal Vrebos (RTL) lui pose dix fois la

même question : Miller répète dix fois la même réponse. La Belgique approuvera ce Pacte, le MR ne reculera pas. Francken tweete : *“Charles Michel souhaite signer le Pacte sur les migrations. La N-VA s’y oppose.”*

Theo Francken multiplie les déclarations incendiaires auxquelles Charles Michel répond avec la même fermeté. C’est l’escalade. Mardi dernier, le Premier ministre décide de reprendre le dossier à bras-le-corps. Il voit les vice-Premiers un à un, cherche à rapprocher les points de vue. Mais en début d’après-midi, on lui montre la campagne choc, abjecte, que la N-VA diffuse sur son site. Cela ressemble à des tracts de l’extrême droite : la photo qui représente des femmes musulmanes a déjà été utilisée par *Journalistenwatch.com*, un site allemand de droite populiste. Une erreur, plaide le parti qui retire les images. Personne ne croit à cette explication. La N-VA est en campagne électorale !

Le Premier ministre a vu rouge

Selon l’expression de son entourage, *“Charles a vu rouge...”* Il stoppe net ses consultations, décide de renvoyer le dossier au Parlement et de soumettre le Pacte migratoire au vote de la commission qui entend, ce jour-là, des experts. La N-VA est un peu dans les cordes. Deux tendances s’y affrontent. La tendance dure, *“anti-immigration”*, représentée par Theo Francken. Il est persuadé que c’est le thème que son parti doit mettre en avant. Partout en Europe, suggère-t-il, les partis qui ont porté ce discours ont été les grands vainqueurs des élections. Face à lui, la tendance plus raisonnable, plus pragmatique, plus socio-économique, est portée par Jan Jambon. Cet homme, au fil du temps, est devenu l’allié le plus précieux de Charles Michel dans la majorité. C’est avec lui que le locataire du 16 conclut beaucoup d’accords et apaise les tensions. Alors que Charles Michel a des contacts très suivis avec les présidents de parti, son principal contact à la N-VA, c’est Jan Jambon. Pourquoi ? Depuis des mois, Bart De Wever est concentré sur Anvers, il ne suit que de très loin les dossiers fédéraux. Après les élections, il ne pense qu’à sa ville. Lorsque le dossier du Pacte migratoire revient en bureau de parti, il tranche sans hésiter en faveur de Francken. Jan Jambon ne peut que constater la victoire de la tendance la plus dure. La N-VA redit son opposition et son refus de voir le Premier ministre aller défendre ce Pacte à

Marrakech, ce lundi 10 décembre, et à New York, le 19. Charles Michel le dit et le répète : il ira à Marrakech. Mais à quel titre ?

À titre personnel

Mercredi, en commission, une majorité alternative approuve la résolution qui demande que la Belgique approuve le pacte. Le *“Zwarte Piet”* est dans les mains de la N-VA. Le lendemain, jeudi, c’est l’ambiance des grands jours à la Chambre. La N-VA est-elle encore dans la majorité ? Oui. Le chef de groupe Peter De Roover l’assure. Mais elle boude. Une nouvelle majorité est prête à soutenir le Premier ministre qui déclare : *“Je considérerai que cette résolution m’oblige, à titre personnel, dans le respect des institutions et de la Constitution”*. Les chefs de groupe froncent les sourcils. Qu’a-t-il voulu dire ? Ceci : que ses convictions personnelles le poussent à aller à Marrakech porter le message du Parlement belge. Suspension de séance. Après des heures de débat en coulisse, la résolution sur laquelle les groupes se sont mis d’accord appelle le gouvernement à *approuver* (*“goedkeuren”*) le Pacte. C’est la secrétaire politique du groupe PS à la Chambre qui tient la plume. Les Flamands corrigent son flamand approximatif. Nouveau vote grâce à une majorité de rechange. L’orage est passé. Mais combien de temps ce cirque peut-il encore durer ? Cette crise est une vraie crise mais le gouvernement n’est pas encore tombé. Personne ne veut en prendre la responsabilité. Car les sondages montrent que les Belges ne veulent pas d’une crise sur le sujet.

Tombera ? Tombera pas ?

Alors, tombera ? Tombera pas ? Au nord du pays, les journaux pointent la N-VA du doigt : personne ne comprend sa *“stratégie”*. *“En wat nu ?”*, résume l’un d’eux. En coulisse, le patronat flamand se démène : une chute du gouvernement, sur ce Pacte, déstabiliserait la Belgique et la Flandre. Or dans quelques mois, il faudra négocier les conséquences du Brexit. Cela s’agite dans tous les sens. Les résultats d’un prochain sondage commencent à circuler. Theo Francken en est la superstar. Pas de raison, donc, que la N-VA assouplisse sa position. Dimanche, d’ailleurs, Theo Francken donnera, dans sa commune de Lubbeek, une conférence sur le Pacte migratoire. Histoire sans doute de calmer les esprits...

Pendant ce temps-là, le Premier ministre reprendra ses consultations. Il passera peu de temps en famille, n’aura pas l’occasion d’aller acheter le sapin, de suspendre les guirlandes. Dimanche soir, il sera dans un avion pour Marrakech où se tiendra, lundi, une réunion consacrée à ce Pacte migratoire. Il espère déjà y retrouver son ami, Emmanuel Macron. Là au moins il n’y aura ni N-VA, ni gilet jaune.